

<https://enseignants.se-unsa.org/Lyce-professionnel-le-SE-Unsa-refuse-la-pression-sur-les-equipes>



enseignants de l'Unsa



Lycée professionnel : le SE-Unsa refuse la pression sur les équipes

- Presse - Communiqués de presse -

Date de mise en ligne : jeudi 4 mai 2023

Copyright © ENSEIGNANTS DE L'UNSA - Tous droits réservés

Lors de son déplacement au lycée Bernard Palissy de Saintes, le président de la République a présenté les grandes lignes de ses décisions pour les lycées professionnels et le budget qui leur est consacré. Il a déclaré que *ce n'est pas seulement une réforme, mais une cause nationale parce qu'aujourd'hui, malgré l'investissement de la nation, malgré le dévouement des enseignants, nous ne sommes pas au rendez-vous de la promesse que nous devons à ces élèves.*

Pour le SE-Unsa, le président dresse un diagnostic assez juste des défis posés à la voie professionnelle, mais il omet de reconnaître que c'est en partie le résultat des précédentes réformes, en particulier celle conduite sous son premier quinquennat. De plus, les nouvelles réponses qu'il énonce tous azimuts sont encore à construire ou à corriger avec des moyens garantis et non des rémunérations supplémentaires pour des missions supplémentaires. Le SE-Unsa dénonce l'entêtement idéologique sur le Pacte. Le président met la pression sur les personnels et prend le risque d'essorer et d'exploser les équipes, et ce faisant de ne pas répondre partout aux besoins de tous les élèves.

Pour le SE-Unsa, afin que l'investissement annoncé d'un milliard d'euros tienne ses promesses l'exécutif doit :

- garantir un service public équitable où les moyens de lutte contre le décrochage sont les mêmes dans tous les lycées professionnels pour tenir « la promesse » faite par le président à tous les élèves ;
- associer réellement tous les acteurs de la voie professionnelle dans la déclinaison concrète et la correction des mesures annoncées ;
- revenir sur plusieurs aspects de la précédente réforme, comme la systématisation du chef d'œuvre ;
- accepter de prendre le temps de concevoir et mettre en œuvre les évolutions ;
- respecter vraiment les personnels.

Le SE-Unsa regrette que les propositions portées dans les groupes de travail mis en place après les grèves historiques de la voie professionnelle aux mois d'octobre et novembre aient été trop peu et mal reprises :

- Le dédoublement des cours de maths et de français en 2de : le SE-Unsa demande que des moyens garantissent leur mise en œuvre dans tous les lycées sans prendre des heures aux autres enseignements.
- L'accompagnement post-bac avec le déploiement de formations complémentaires et l'accompagnement durant le premier semestre de BTS n'est pas une année de formation post bac ou CAP : le SE-Unsa exige une année complète de préparation à l'insertion professionnelle aussi bien qu'à la poursuite d'études.
- L'augmentation de périodes de stages en terminale pour les élèves désirant entrer dans la vie active : même s'il n'est plus question d'une augmentation généralisée de 50% sur l'ensemble de la seconde, première et terminale, le SE-Unsa reste opposé à cet accroissement. Il pourrait être choisi par l'attrait immédiat pour les gratifications au détriment de projet de poursuites d'étude.
- La révision des cartes de formation : le SE-Unsa réaffirme que cette évolution ne doit pas se faire uniquement par le prisme de l'adaptation au tissu économique local. Elle doit impliquer les équipes des établissements et porter une attention particulière aux établissements les plus isolés. Le SE-Unsa rappelle l'obligation de préparer et de bien accompagner les reconversions induites, ce que le ministère de l'Éducation nationale n'a jamais réussi à faire jusqu'ici.
- La mise en œuvre de gratifications pour les élèves : pour le SE-Unsa, elle est bienvenue. Elle reconnaîtra leur apport progressif à l'entreprise et les soutiendra financièrement notamment pour se rendre sur son lieu de stage et s'organiser pour ses repas et aussi faire des projets comme financer son permis de conduire.

Le SE-Unsa souhaite continuer de porter ses revendications et ses propositions dans un dialogue social lisible et sincère. Les annonces faites à Saintes ne doivent pas être un point d'arrivée mais un cadre pour travailler. Il demande que les ministres N'Diaye et Grandjean réunissent les organisations syndicales avec un programme de travail clair, tenable et ouvert sur les évolutions à construire. Les personnels de la voie pro sont en charge des lycéens les plus fragiles. Ils ont largement démontré leur engagement pour leurs élèves malgré des successions de réformes inadéquates. Construire avec eux est une exigence.

Paris, le 4 mai 2023

Stéphane Crochet
Secrétaire général du SE-Unsa